

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 27/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

Immeuble le 108
108, Allée François Mitterrand - CS 50589
76100 Rouen

Références : UDRD.2023.06.ET.344.SB.BrJ
Code AIOT : 0005800489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2023 dans l'établissement METROPOLE ROUEN NORMANDIE implanté 2, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de sa réflexion sur la gestion des boues des stations d'épuration du territoire de la Métropole Rouen Normandie, cette dernière a sollicité l'inspection des installations classées de la DREAL Normandie (en charge du suivi de l'exploitation de l'incinérateur de boues issues de la Station d'épuration urbaine Emeraude) et la DDTM (en charge du suivi de l'exploitation de la STEP Emeraude) afin de recueillir des éléments d'information sur le cadrage réglementaire du projet qui s'orienterait à ce stade des réflexions vers de la méthanisation.

Cette réunion a pour but d'évoquer ce projet conjointement avec la DREAL et la DDTM :

- pour éclairer l'exploitant sur les autorisations administratives nécessaires ;
- appréhender les enjeux sur ce type de projet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE ROUEN NORMANDIE
- 2, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005800489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Rouen Normandie est autorisée, par arrêté préfectoral du 24 juin 1997 (modifié par les arrêtés préfectoraux du 9 mars 2005 et du 11 octobre 2012), à exploiter une installation de traitement par incinération des boues produites lors du fonctionnement de la station d'épuration Émeraude (activité classée sous la rubrique n° 2771 de la nomenclature des installations classées) située au n° 2, rue de l'Ancienne Mare à PETIT QUEVILLY.

Le site est également visé par la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (IED) par l'article R. 181-46-I du code de l'environnement :

- au titre de la rubrique principale n° 3520, la capacité horaire d'incinération des déchets non dangereux (boues d'épuration) étant supérieure à 3 tonnes/heure ;
- au titre de la rubrique secondaire n° 3532 pour le prétraitement des boues (déshydratation par centrifugeuses), la capacité de prétraitement étant supérieure à 75 tonnes/jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- analyse du projet présenté pour identifier les enjeux environnementaux;
- pré-cadrage réglementaire

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Classement_ICPE	Code de l'environnement du 26/05/2023	/	Lettre de suite préfectorale <u>Demande n°1</u>	à compter de la date de la lettre de suite
3	Risques accidentels / Intégration paysagère	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3	/	Lettre de suite préfectorale <u>Demande n° 2</u> <u>Observations n°2</u> <u>et n° 3</u>	à compter de la date de la lettre de suite

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 2.1	/	<u>Observation n° 1</u>
4	Conception de l'installation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 6	/	<u>Observation n° 4</u>

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réunion de précadrage a mis en évidence que les modifications apportées aux installations (nouvelle rubrique n°2781 de traitement par méthanisation des boues soumise à autorisation et IED, stockage de biogaz...) sont substantielles. Ce qui implique un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale qui sera instruit dans un délai d'un an à compter du dépôt de la demande, par le service de l'inspection de la DREAL Normandie et non par la DDTM considérant que les boues méthanisées ne proviennent pas uniquement de la Step Emeraude en elle-même.

L'exploitant se positionne également rapidement sur le franchissement ou non au seuil SEVESO (SB à partir de 10 t et SH à partir de 50 t) en précisant la quantité de gaz susceptible d'être présente sur le site (rubrique n° 4310 de la nomenclature des installations classées).

De plus, le dossier de demande d'autorisation environnementale devra a minima tenir compte des dispositions applicables en zone bleu clair b1 et b2 voire en zone bleu foncé B1 le cas échéant, du plan de prévention des risques technologiques de la zone industrielle et portuaire de Petit et Grand Quevilly selon l'option de l'implantation des futurs ouvrages retenue, justifier les choix de ne pas retenir l'épandage des digestats, de ne pas méthaniser les graisses et matières de vidanges, prendre en compte les impacts sur la faune et la flore même en cas de défrichement partiel en s'assurant notamment de la présence ou non de corridor boisé dans l'emprise du projet.

L'exploitant transmettra un planning prévisionnel des opérations de conception, de réalisation et d'exploitation des installations, en précisant notamment une date prévisionnelle pour le dépôt du dossier de demande d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier et modification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : En préambule, la Métropole Rouen Normandie (MRN) précise qu'elle exploite ou fait exploiter 23 systèmes d'assainissement pour un parc de 21 installations de traitement des eaux usées (19 STEP + 2 lagunes) générant plus de 9 000 tonnes de matières sèches (TMS) par an. Depuis 2018, elle a engagé une réflexion sur le mode de gestion des boues à l'échelle de son territoire qui amène à envisager un traitement par méthanisation des boues issues des quatre principales stations d'épuration : Émeraude (72 % du flux total produit), Saint-Aubin-lès-Elbeuf (15 %), Grand-Quevilly (4,8 %) et Grand-Couronne (1,5 %), le reste étant épandu. L'exploitant a présenté son projet qui n'est pas encore complètement conçu techniquement. Il est ainsi envisagé sur le site actuel de la station d'épuration Émeraude : 4 digesteurs, une unité d'épuration du biogaz, une torchère, une bâche de stockage de boues liquides et un point de stockage tampon du biogaz avant rejet dans le réseau de gaz. L'exploitant estime produire de 4 à 5 000 Nm ³ /j de Biogaz. Le digestat brut produit serait épaissi sur place par centrifugation (déjà en place) afin d'être incinéré dans le four d'incinération des boues actuel. Le concentrat serait réinjectée en tête de la station d'épuration. A ce stade, il n'est pas envisagé de méthaniser les matières de vidange et les graisses, pour des raisons techniques, selon les dires de l'exploitant. Les matières de vidange sont réinjectées en tête de la STEP et les graisses sont directement incinérées dans le four. Les apports de boues ne provenant pas uniquement de la Step Émeraude elle-même mais de plusieurs unités de traitement des boues indépendantes, l'installation de méthanisation relève d'un classement au titre des rubriques n°2781-2 et 3532 de la nomenclature des installations classées(cf.détails au point de contrôle n°2). La capacité de l'installation étant estimée supérieure à 100t/j , elle est soumise à une procédure d'autorisation dont l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale sera réalisée par la DREAL, service de l'inspection de l'UD Rouen-Dieppe (délai de 12 mois) (hors compétence de la police de l'eau de la DDTM).
Observations : <u>Observation n° 1</u> : l'exploitant veillera à justifier dans son dossier de demande que la méthanisation de matières de vidange et de graisses n'est pas pertinente pour ce projet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/05/2023
Thème(s) : Situation administrative, classement rubrique ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des activités de l'installation relevant des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : <p>Le site est actuellement classé sous le régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2771, 3520 et 3532 (installation de traitement thermique de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées et soumis à la directive dite « IED ».</p> <p>Avec les modifications, le site serait concerné par la nouvelle rubrique n° 2781-2a (installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales. Méthanisation d'autres déchets non dangereux) sous le régime de l'autorisation, la quantité de matières traitées (estimé par l'exploitant entre 350 et 400 t/j) étant supérieure ou égale à 100 t/j.</p> <p>Le site est déjà soumis par ailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la rubrique n° 3532 dite « IED » pour le traitement par centrifugation des boues (à l'avenir le digestat liquide), la capacité de l'activité étant supérieure à 75 tonnes par jour s'y ajoute le traitement (par digestion anaérobie) dont la capacité est supérieure à 100 tonnes par jour. Cette dernière et nouvelle activité dépasserait en elle-même le seuil IED ; • à la rubrique n° 3520 pour l'élimination par incinération de déchets non dangereux, la capacité de traitement étant supérieure à 3 tonnes par heure, les boues sont remplacées par le digestat solide. <p>L'exploitant envisage un stockage tampon du biogaz et une épuration du biogaz afin d'injecter du biométhane dans le réseau GRDF. Cette activité est également concernée par la rubrique n° 4310 de la nomenclature (gaz inflammables catégorie 1 et 2). Si la quantité totale de gaz (biogaz + biométhane) susceptible d'être présente dans l'installation (dans le stockage tampon, le ciel des digesteurs, canalisations...) est supérieure ou égale à 10 tonnes, l'activité est classée sous le régime de l'autorisation et atteint le seuil Seveso (Seveso Bas à partir de 10 t et Seveso Haut à partir de 50 t).</p> <p>Les installations sont déjà soumises à la directive IED mais le projet dépasse en lui-même un seuil IED. Le projet est donc soumis à l'évaluation environnementale et à une nouvelle procédure de demande d'autorisation environnementale avec une étude d'impact.</p> <p><u>Demande n° 1:</u> L'exploitant précisera à l'inspection la quantité totale de gaz susceptible d'être présente dans l'installation et se positionnera sur le franchissement ou non du seuil SEVESO. Il transmettra également la liste mise à jour des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et susceptibles d'être modifiées dans le cadre du projet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : Risques accidentels / Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, périmètre PPRT Rubis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>le choix du site d'implantation est fait de telle manière qu'il ne porte pas atteinte à l'environnement, au paysage ou à la santé, notamment en ce qui concerne la proximité d'habitations ou de zones fréquentées par des tiers.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les deux options d'implantation des futures installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à l'emplacement d'une déchetterie gérée par la Métropole Rouen Normandie ; • sur l'emprise d'un terrain voisin occupé par une entreprise de travaux publics. <p>Les deux hypothèses d'implantation se situent dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques de la zone industrielles et portuaire de Petit et Grand Quevilly (sites de RUBIS Terminal et de Boréalys) dans les zones en bleu clair b1 et b2. Le projet pourrait être autorisé sous conditions : dispositions constructives (mur coupe feu, local de confinement) et dans la zone b1, rédaction d'un plan d'urgence en cohérence avec le plan d'opération interne du dépôt de RUBIS Terminal.</p> <p>A la lecture des documents, il semblerait que le stockage des digestats se situe pour l'une des options, relativement proche de la zone en bleu foncé B1. L'autorisation des activités économiques est possible dans cette zone s'il n'y a pas d'augmentation des effectifs de plus d'une personne par 200 m².</p> <p><u>Demande n° 2 :</u> L'exploitant confirmera à l'inspection que le stockage de digestats reste bien dans la zone bleu clair b1 et b2 moins contraignante en termes d'aménagement qu'en zone bleu foncé B1.</p> <p>Enfin, l'exploitant a décelé la présence d'un corridor boisé mais indique ne pas vouloir y toucher à ce stade dans son projet. Dans le cadre de l'instruction, le service ressource naturelle (SRN) de la DREAL Normandie pourrait utilement être interrogé sur le sujet faune/flore.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Observation n° 2 :</u> L'exploitant veillera à se prémunir des effets de surpression (faible), thermiques (faible à moyen), toxiques (faible à moyen) de RUBIS Terminal. Il veillera également à étudier les effets de l'installation de méthanisation vers le site de RUBIS Terminal et les autres riverains.</p> <p><u>Observation n° 3 :</u> L'exploitant veillera à se faire confirmer auprès du service ressources naturelles de la DREAL Normandie de la présence ou non d'un corridor boisé. Les enjeux en matière de biodiversité devront être étudiés dans le dossier de demande.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Conception de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 6
Thème(s) : Autre, choix de valorisation du digestat
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est conçue dans l'objectif d'une optimisation de la méthanisation, de la qualité du biogaz et de la maîtrise des émissions dans l'environnement. L'étude d'impact évalue les principaux modes de valorisation du biogaz, du digestat, les potentialités de l'installation, et justifie le choix finalement retenu.
Constats : L'exploitant n'a pas étudié la possibilité d'épandre les digestats pour des raisons de contraintes de stockage avant épandage, d'absence de parcelles agricoles à proximité de l'installation et de l'augmentation du trafic routier estimé de 5 à 8 camions par jour supplémentaires par rapport au trafic actuel généré par l'activité du site.
Observations : Observation n° 4 : L'exploitant veillera à bien argumenter son positionnement par rapport à l'application de la hiérarchie de traitement des déchets, car les digestats présentent un intérêt pour une valorisation agronomique qui est plus pertinente que l'incinération. Il convient de prévoir une variante « épandage » dans le futur dossier de demande et démontrer que la valorisation agronomique n'est pas pertinente par rapport à l'incinération.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet